

Rapport d'activités année 2017-2018

PREAMBULE

Afin de refléter la réalité de notre activité, nos rapports d'activité annuels seront dorénavant à cheval sur deux années civiles. En voici les raisons:

- notre calendrier : en janvier, nous visitons le terrain ; en février, nous travaillons sur les divers rapports et les nouvelles demandes de fonds ; en mars, nous soumettons nos rapports ainsi que nos nouvelles demandes aux bailleurs ;
- le calendrier de nos bailleurs : la réception des fonds se fait tout au long de l'année (parfois jusqu'à janvier de l'année suivante) au gré des réunions de Commission des Communes. Nous ne savons donc souvent qu'à la fin de l'année si un de nos projets est financé et à quelle hauteur.
- la gestion de notre temps et le souci du terrain : afin de réduire au maximum les frais de suivi de projets et étant bénévoles, notre travail associatif est effectué sur notre temps libre, en dehors de nos horaires de travail, et les périodes de visites de terrain sont prises sur nos congés.
- le climat et les saisons sur le terrain, comme pendant les moussons en Inde pendant lesquelles les activités agricoles et de construction n'ont pas lieu.

Que faisons-nous lors de nos visites de terrain ?

Nos rapports reflètent également le fait que, pour les mêmes raisons de disponibilités et d'économie, nos visites de terrain sont consacrées en même temps 1) aux rapports d'achèvement de projets réalisés lors de l'année civile précédente, 2) au lancement des projets financés lors de l'année précédente et 3) à la recherche de nouveaux projets à soumettre lors de l'année courante.

L'envoi des fonds

Les raisons énoncées plus haut expliquent donc également que nous n'envoyons les fonds au terrain qu'en janvier de l'année suivante. Ceci nous donne par ailleurs la possibilité, en cas de besoin de vérifier, sur place lors de nos visites, les bonnes conditions de mise en œuvre d'un projet avant d'en envoyer les fonds – ce qui devrait être un gage de sérieux pour nos donateurs.

RECHERCHE DE FONDS

En 2017, nous avons pu récolter 84'431.- Frs.

Nous remercions pour leur générosité, les Communes de Bardonnex, Bellevue, Chêne-Bougeries, Chêne-Bourg, Collonge-Bellerive, Cologny, Corsier, Lancy, Meyrin, Plan-les-Ouates, Pregny-Chambésy, Puplinge, Thônex, Troinex, Vandoeuvres et Veyrier. Nos ONG locales partenaires ont participé elles-aussi au financement des projets à des taux variables : *arcenciel* 16.5%, *Sawa* 10% et *AMSS* (Kechala) 15%.

Nous avons pu collecter un surplus pour nos projets au Liban. Celui-ci sera utilisé pour augmenter le nombre de bénéficiaires. Nous sommes heureux que nos donateurs reconnaissent notre travail, d'autant plus quand il permet de pouvoir inclure plus de bénéficiaires dans notre action.

ASSOCIATIF

Nous avons 36 membres en 2016, en 2017, ce nombre est redescendu à 30. Nous devons mieux communiquer sur le rôle et l'importance que représente pour l'association le fait d'avoir des membres, même sympathisants. Ceci sera fait en 2018.

En 2017, l'AG a reconduit les membres du bureau dans leurs fonctions. Nous aurons toutefois besoin d'un/e nouv/eau-elle secrétaire pour l'année prochaine.

INDE



Les fonds octroyés en 2017 ont permis de soutenir la scolarité annuelle de 5 enfants ainsi que de participer à la plantation, à l'entretien et à l'irrigation

des 2000 jeunes "anacardiens" (noix de cajou).



Les projets de plantation, de protection des plants et d'irrigation sont bien rodés et parfaitement gérés par notre partenaire local avec qui nous collaborons depuis longtemps pour préserver l'environnement écologique du lieu en freinant l'érosion des sols.



La première récolte de noix de cajou a pu avoir lieu en 2017 sur les arbres plantés il y a 4 ans. Les tribaux ont ainsi fait l'expérience concrète de l'intérêt nutritionnel et pécuniaire que peut leur apporter cette culture. Les familles participantes ont vu augmenter leur revenu mensuel moyen de 30%. Désormais convaincus, ce sont dorénavant eux qui sont en demande. Les convaincre de l'intérêt de changer leurs modes de culture traditionnelle demande du

temps et se fait par l'exemple - ce qui a été également le cas il y a quelques années avec l'étable modèle. Cette réussite dans le développement d'une activité économique locale permettra aux jeunes d'envisager plus aisément un avenir sur place. Pérenniser la présence locale des tribaux sur le site rural est important pour éviter un exode rural qui se révélerait catastrophique dans la société indienne urbaine compte tenu de leur origine ethnique visible.

- Page du projet avec rapport spécifique :
<http://ushagram-suisse.org/fundraising/kcl2-17.html>
<http://ushagram-suisse.org/fundraising/kcl3-17.html>
- Galerie de photos : <https://tinyurl.com/ind2017-2>

En 2017, l'école accueillait 135 enfants, dont 85 en pensionnat. Certains d'entre eux, parmi les plus âgés (15-17 ans), ayant exprimé le désir de prendre des responsabilités au sein du programme, ils continuent de terminer leurs études et de passer leurs examens à la capitale, encadrés et hébergés par l'association locale. Le but ultime est évidemment de reproduire le modèle de ce programme de développement dans les villages et communautés tribales voisines. En attendant, ils devront faire leurs preuves à Kechala. Certains d'entre eux ont déjà commencé à enseigner dans l'école du programme.

En 2017, une de nos membres s'est rendue à Kechala

quelques semaines en février avec deux amis (devenus membres en 2018) pour y enseigner la broderie et y faire du soutien scolaire. Ce séjour leur a permis d'apprécier le développement des enfants et le bon travail accompli sur place.



- Page du projet avec rapport spécifique :
<http://ushagram-suisse.org/fundraising/kcl1-17.html>
- Galerie de photos : <https://tinyurl.com/ind2017-1>

Par ailleurs, après une période de communication difficile avec le gestionnaire du site de Kechala, M. Pranjal Jauhar, (accaparé par ses responsabilités dans la capitale), nous sommes parvenus récemment à rétablir une communication plus fluide. Mr Jauhar a toutefois confirmé qu'à ce stade, l'aide apportée par Ushagram Suisse doit continuer à se focaliser sur les micro-projets d'entretien et de pérennisation de certaines activités vitales pour l'avenir des enfants en attendant qu'ils soient prêts à intégrer le programme de manière active et responsable.

LIBAN

Depuis l'Occident, du fait que les médias n'en parlent pas vraiment, il est difficile de s'imaginer la charge que représentent les réfugiés sur tous les plans dans ce pays pas plus grand que la Suisse romande, avec une densité de population trois fois plus forte – pays avec la plus forte densité de réfugiés au monde. Rappelons qu'en 2016 ceux-ci représentaient 50 % de la population locale qui était passée de 4 à 6 millions d'habitants. Par ailleurs, les régions où ils s'installent étant souvent les plus pauvres du pays, leur présence provoquant une inflation des prix et une pression importante sur le marché de travail, les tensions sont inévitables. En outre, avec le soi-disant "apaisement" de la situation en Syrie, les dons internationaux se tarissent, ce qui s'ajoute aux difficultés auxquelles ce pays doit faire face. Les ONG locales sont nombreuses et dynamiques mais le soutien provenant d'ONG occidentales, aussi modeste soit-il, demeure une nécessité importante.

Or, les réfugiés sont présents au Liban depuis 7 ans et il faut entre 7 et 10 ans après la fin d'un conflit pour que des déplacés retournent au pays. Nous sommes donc bel et bien dans une situation de développement durable.

En janvier 2018, le directeur d'Ushagram s'est rendu au Liban à la fois pour 1) évaluer les projets réalisés, 2) lancer le projet financé et 3) rechercher de nouveaux projets à soumettre.



Nous avons rendu visite aux bénéficiaires du projet. Les femmes, nous ont montré une sélection des travaux qu'elles avaient réalisés, constitués majoritairement de napperons, de châles, de couvre-lits, de housses de coussins, de sacs à main et de pochettes diverses, de sacs de commissions, d'étuis décoratifs, de bonnets et d'écharpes. La plupart des objets était assez fins et délicatement réalisés.

A l'issue de la formation, l'association Sawa les a encadrées pour vendre leur production sur le marché local et lors d'une foire artisanale. Ce soutien continue jusqu'à aujourd'hui, l'association étant en contact fréquent avec les camps des bénéficiaires.



Bekaa Ouest **visite d'évaluation et propositions de suivi**

Formation artisanale de 60 femmes, syriennes et libanaises*, à la couture, à la modification de vêtements, au crochet, au tricot et à la transformation de déchets en objets utiles pendant 11 mois. Association locale partenaire :

Sawa for Development.

Financé en 2016, réalisé en 2017.

* Les libanais défavorisés et démunis peuvent vivre dans des conditions proches de celles des réfugiés, à la différence qu'ils sont chez eux. Pour une meilleure cohésion intercommunautaire, il est important de les inclure dans les projets, chaque fois que possible.



Les femmes rencontrées nous ont fait part de leur fierté d'avoir pu développer leurs compétences, servant entre autres à adapter les vêtements usagés qui leur sont donnés à la taille et morphologie des membres de leurs familles.



L'une d'elle, dans son camp, nous a montré comment elle adaptait la taille d'un pantalon. Celle-ci est l'une des récipiendaires des trois machines à coudre utilisées pour la formation. Elle a d'ailleurs déjà commencé à transmettre ses compétences aux autres femmes du camp, que nous avons rencontrées dans sa tente. Une autre d'entre elle, leader du camp de Majdal Aanjar, soutient à elle seule les deux familles de ses neveux portés disparus. La machine à coudre lui permet de générer les revenus nécessaires pour remplir sa lourde responsabilité.

Cette visite a aussi été l'occasion d'entendre directement le besoin de ces femmes. Quasiment toutes ont exprimé le besoin d'apprendre l'anglais et l'informatique de base, connaissances incontournables aujourd'hui.

Le directeur a alors proposé de rechercher un financement de cours d'anglais et, possiblement d'alphabétisation arabe. Nous avons proposé d'animer ces formations à tour de rôle dans les tentes des bénéficiaires, en y invitant les autres participantes du campement intéressées. Par son caractère social, cette initiative permettrait également de renforcer la cohésion et l'implication des bénéficiaires. Un projet sur cette base sera soumis en mars 2018.

- Page du projet avec rapport spécifique :

<http://ushagram-suisse.org/fundraising/lib16.html>

- Galerie de photos : Formation <https://tinyurl.com/lib2017-3>

- Galerie de photos : Production <https://tinyurl.com/lib2017-2>

- Galerie de photos : Visite <https://tinyurl.com/lib2017-1>

Lors de ce séjour, nous avons noté que les grandes organisations internationales et gouvernementales qui emploient du personnel local, et même des réfugiés, ont l'habitude de leur payer des montants très élevés pour le niveau de vie local, correspondant à ce qui est versé en Occident pour des prestations équivalentes. Avec les années, ceci a eu pour effet de saper le bénévolat, chacun voulant gagner en une seule journée ce qu'un travailleur bien rémunéré gagnerait en deux semaines. Il est par conséquent devenu très difficile de trouver des bénévoles, même parmi les syriens. Ces pratiques font augmenter exponentiellement les coûts des projets qui sont plus durs à financer par les plus petites ONG.



Bekaa Nord – Al Qaa **visite de lancement et proposition de suivi**

Formation agricole et artisanale de 20 familles syriennes à la culture de plantes aromatiques et de 50 femmes à la couture pendant 13 mois. Association locale partenaire : *arcenciel*.

Projet financé en 2017, démarrage en mars 2018.

La visite de lancement du projet à Al Qaa, à 3h de route de Beyrouth, s'est faite avec des membres de l'association *arcenciel*, dont un membre du service des relations extérieures, la responsable des projets agricoles, le gestionnaire terrain des projets agricoles et la responsable des projets sociaux. Les responsables d'*arcenciel* se sont entretenus avec les bénéficiaires et ont pris note de la situation et des conditions afin de mettre en place le projet.

Arrivés au campement nous notons que ce groupe de réfugiés a bénéficié en 2017 de bâches renforcées et de matériel isolant fournis par le HCR afin d'améliorer le confort malgré tout fort rudimentaire de leurs abris. Les installations



sanitaires n'ont pas changé. De même les installations d'approvisionnement en eau par remplissage de réservoir, ainsi que le manque d'électricité. Quelques cas d'affection de peau sont notables, surtout chez les enfants. Sinon leur vie n'a pas changé. La discussion avec le chef du camp nous a permis de comprendre que 2017 avait été leur pire année depuis 6 ans. Pour des raisons qu'il ne comprenait pas, le HCR semble avoir retiré son aide financière à un certain nombre de tentes / familles.



Le directeur s'y est rendu une seconde fois avec le gestionnaire terrain des projets agricoles afin de rencontrer le propriétaire terrien et s'assurer de sa coopération. Nous avons également eu un dialogue plus approfondi avec le chef de camp, et séparément, avec la doyenne et un groupe de femmes. Il s'agissait de les préparer psychologiquement, de prévenir les réticences éventuelles et de prendre note de leurs nécessités existentielles. Nous avons noté leurs besoins en poêles de chauffage, en volailles et en chèvres. Nous devons nous organiser pour leur fournir, en parallèle à la formation, au moins une partie de ces besoins existentiels. Une partie de l'excédent collecté cette année y contribuera. Ceci permettra d'améliorer leurs conditions de vie, mais aussi de les prédisposer positivement à l'aventure inconnue que nous mettons actuellement en place pour eux.

La culture des plantes aromatiques est peu gourmande en eau, toutefois il faudra quand même irriguer. Sur place les spécialistes d'*arcenciel* mettront en place diverses techniques pour stocker l'eau, avec des collecteurs d'eaux de pluie et des réservoirs dédiés.



Du fait de l'interdiction faite aux syriens de cultiver le sol libanais pour leur compte et compte tenu du terrain rocailleux sur lequel ils sont installés, la culture se fera en pots. Ils apprendront à sécher les plantes et à confectionner les pochettes décoratives pour les y mettre. *arcenciel* revendra ensuite pour eux la production par le biais du magasin de sa ferme modèle, *Taanayel*, très fréquentée, à 1h30 de route au sud. En confectionnant le produit fini, les bénéficiaires apprendront ainsi à améliorer le quotidien de leurs familles grâce à la mise en œuvre de ce projet agricole générateur de revenu.

Nous publierons à intervalles réguliers la progression de ce projet sur la page Facebook de l'association : <https://www.facebook.com/ushagram.suisse/>

- Page du projet avec rapport spécifique : <http://ushagram-suisse.org/fundraising/lib17.html>
- Galerie de photos : <https://tinyurl.com/lib2018-1>



Pour 2019, un projet de suivi sera soumis en 2018 à nos donateurs afin de continuer à conseiller et encadrer les bénéficiaires durant six mois pendant qu'ils se lanceront dans cette activité par eux-mêmes.

Bekaa Nord – Halba

Recherche de nouveaux projets 2018-2019

A la recherche de projets à soutenir pour les demandes de fonds de 2018, le directeur s'est ensuite rendu avec les travailleurs d'*arcenciel* dans les quartiers défavorisés de Beyrouth, mais aussi au nord du territoire, au-delà de Tripoli, à Halba, ville située dans l'une des régions les plus pauvres du pays, dans le district du Akkar, une zone très affectée par l'afflux important de réfugiés.



En lisière de la ville de Halba, nous avons visité un camp informel de réfugiés pour la plupart originaires de la campagne de Hama, située à 45 km au nord de Homs. Une centaine de familles s'est regroupée autour du campement d'un instituteur et imam modéré que nous avons reconnu immédiatement, étant un des protagonistes du film "*Lost in Lebanon*" soutenu par l'OIM et projeté en déc. 2017 à Genève (au milieu sur la photo).

Avec le soutien d'une ONG locale, il a co-fondé une école, au milieu des campements. L'école accueille aujourd'hui 450 enfants réfugiés. Son action s'attache à organiser des débriefings psychologiques pour soutenir les enfants en état de choc.



Il mène aussi des actions pour aider à la compréhension interculturelle entre les réfugiés et libanais, ainsi que des travaux d'édification d'une culture de paix. Plus de détails sont donnés dans le document programmatique 2018 de notre projet prioritaire pour cette communauté.

- Galerie de photos : <https://tinyurl.com/lib2018-3>

Projet DTMe

Rappelons ici en bref l'essentiel de ce projet : articulé autour d'un tour du monde reliant entre elles une école par semaine pendant trois ans, celui-ci a pour objectif de promouvoir la compréhension interculturelle, base de la citoyenneté mondiale et de l'édification de paix. Les ateliers conduits dans chaque école le seront autour de l'ouvrage *Le Petit Prince* et des témoignages des enfants, dont une sélection sera partagée et circulée d'école en école.

Pour les raisons expliquées dans le rapport d'activité précédent, le CICR ne s'étant pas joint au projet, il s'est avéré qu'une des ONG porteuses pourrait lui permettre effectivement de voir le jour. En effet, pour son 25e anniversaire, le CUHD souhaiterait mettre en place, avec le soutien de l'UNESCO, des ateliers dans divers pays africains sur les outils pédagogiques développés par les organisations internationales pour promouvoir le dialogue interculturel et la citoyenneté mondiale.

Le directeur d'Ushagram Suisse en serait le responsable et relierait sur le terrain les différents pays participants. Ceci permettrait en parallèle de développer DTMe, articulé autour des mêmes thématiques, et de produire le projet pilote initial qu'ont demandé les grandes organisations pour le soutenir.

Plusieurs sessions de travail pour lancer ce projet ont déjà eu lieu en 2017 et les travaux continuent. Le BICE, une des plus grandes organisations de protection des droits de l'enfant, est disposée à s'y joindre.

Février 2018
Ushagram Suisse

CP 138, 1211 Genève 12
Tél. 078 600 60 34, info@ushagram-suisse.org
<http://fundraising.ushagram-suisse.org/>

LE LIBAN NOUVELLE ZONE D'ACTION DEPUIS 2016

Contextualisation du choix de notre action au Liban
et clarification des décisions prises par le Comité de l'association

I. Pourquoi le Liban ?

Depuis la création d'Ushagram en 1999, le monde a vécu de grands bouleversements. L'association doit, elle aussi, s'adapter à ces changements et explorer dans quelle mesure l'énergie, le temps et l'argent investis peuvent apporter une réponse aux besoins urgents de populations déshéritées et soutenir la dignité humaine là où les besoins sont les plus criants.

A Kechala, en Inde, le programme de développement de la zone tribale entre dans une période de transition. En effet, certains enfants tribaux qui ont été scolarisés ont exprimé le souhait de reprendre le programme à leur compte, et ultérieurement, de reproduire le modèle dans des tribus voisines. Ils devront terminer leur scolarité, passer leurs examens et acquérir les compétences nécessaires pour se lancer dans cette nouvelle aventure, que nous comptons bien entendu soutenir en temps voulu d'ici trois à cinq ans. Nous continuerons donc de soutenir quelques projets vitaux pour les populations locales qui nécessitent un soutien dans la durée (scolarisation des enfants, entretien arbres fruitiers.)

Pour ces raisons, nous avons décidé en 2016 de développer nos activités au Liban¹. Le déclencheur a été les événements que subit cette région depuis 7 ans et le fait que notre ancienne secrétaire était franco-libanaise. Cette dernière s'était rendue sur place plusieurs fois, avait trié des ONG locales sur le volet et en avait sélectionné une, "Sawa for Development" avec qui nous avons réalisé un projet en 2017. À la recherche d'un partenaire plus structuré qui puisse nous soulager d'une partie de la tâche du montage et du suivi des projets, nous avons rencontré en 2017 deux grandes associations locales, *arcenciel*² et *Amel international*³.

II. Ce que nous avons compris et vu

1. Le contexte général libanais

Le Liban a connu plusieurs périodes d'invasions de ses voisins au Sud et à l'Est. Son fonctionnement interne en a été profondément marqué, ce qui explique en partie le mauvais état de nombreuses infrastructures et le renforcement de son morcellement d'intérêts communautaires.

Grand comme la Suisse romande avec une densité de population 3 fois supérieure et le double de la population, les libanais sont 4,5 millions d'habitants. Le pays accueillait de surcroît en 2016 autour de 2 millions de réfugiés officiels⁴ (sans tenir compte de l'infiltration de réfugiés illégaux), ainsi qu'un demi-million de réfugiés palestiniens, amenant la population présente sur le territoire à approx. 7 millions - ceci avec deux chaînes de montagnes traversant le territoire du Nord au Sud. Imaginons à proportions égales la Suisse Romande avec 1 million de réfugiés sur son territoire, ou la Suisse avec 4 millions, ou encore la France avec 30 millions... Ces chiffres sont étourdissants, et pourtant ils correspondent bien à la réalité de ce petit pays qui accueille sur son territoire la densité de réfugiés la plus élevée au monde. Selon le HCR, un demi-million d'entre eux serait retourné en Syrie. Mais selon les acteurs du terrain, certaines zones sont témoins d'un accroissement important de réfugiés, comme la région d'Al Qaa dans le Nord-Est.

Comparatif de densité de réfugiés

Pays	Superficie km2	Population	densité km2	Réfugiés *	%tage popu. en proportion	comparé au LIB en proportion
Liban	10'000	4'000'000	612	1'200'000	30%	
Suisse	41'300	8'400'000	204	86'000	1%	30 x moins
Inde	3'300'000	1'200'000'000	390	206'000	0.02%	30 x moins
Pakistan	796'000	190'000'000	260	3'500'000	2%	15 x moins
Turquie	783'600	78'000'000	103	2'000'000	3%	10 x moins
Jordanie	88'800	90'000'000	107	700'000	0.78%	4 x moins

* chiffres officiels 2015

Extrait du "UNHCR Statistical Yearbook 2015"

<http://www.unhcr.org/statistics/country/59b294387/unhcr-statistical-yearbook-2015-15th-edition.html>

¹ Voir les PV de Comité 2017 et 2018 publiés sur notre site web.

² <http://www.arcenciel.org/fr/>

³ <http://amelinternational.org/en/home/>

⁴ Chaque organisation y va de ses chiffres. Nous nous basons sur les derniers chiffres de l'ONU en 2015.

Selon les institutions locales, la présence prolongée des réfugiés a un impact économique, social, politique et sécuritaire dramatique pour le pays.⁵ Les ressources naturelles sont très sollicitées, voire menacées, tout comme les ressources en gestion et en services. De plus, dans l'esprit des libanais, le souvenir des 15 années de guerre civile est clairement présent - conflit ayant eu en partie son origine dans la présence des camps palestiniens constitués à ce moment-là de seulement 133'000 personnes. À cela il faut ajouter les stigmates de l'occupation syrienne qui a duré presque trois décennies.

Tout ceci explique en partie que le gouvernement et la population soient réticents à l'installation de grands camps de réfugiés organisés comme en Jordanie ou en Turquie⁶. La présence massive de la population syrienne contribue par ailleurs à appauvrir une population déjà fragilisée, en particulier dans les régions où elle est implantée, ce qui crée un regain de tension menaçant le fragile équilibre communautaire. Aider les réfugiés syriens implique aussi d'apporter son soutien à ce pays.

Plus de deux tiers des réfugiés déclarent ainsi avoir été tributaires d'une forme d'assistance au cours des trois derniers mois. Or, les opportunités d'autosuffisance sont extrêmement limitées, l'économie du Liban étant profondément touchée par le conflit syrien. Ils dépendent donc plus que jamais de l'aide humanitaire. Les financements extérieurs internationaux ne suffisent plus à répondre aux besoins croissants. En 2017, au début décembre, seuls 36% du total des fonds nécessaires au financement d'une aide humanitaire adéquate au Liban ont été reçus. Les bailleurs de fonds, ONG et Organisations Internationales ont été eux-mêmes affectés par les coupes budgétaires des Etats-Unis, rendant le contexte d'avenir incertain pour le financement humanitaire en 2018.

En outre, dans la phase de transition qui semble s'installer - selon les sources d'information - avec l'anticipation de la fin de la guerre en Syrie et le début et la prévision des mouvements de retour des réfugiés vers leur pays, les aides se tarissent alors qu'elles seraient encore plus nécessaires.

Comme le dit le Dr Kamel Mohanna⁷, acteur social libanais de renommée internationale et fondateur de l'ONG *Amel international*, "vu la présence des réfugiés dans ce pays sur la durée, nous ne sommes plus dans une situation d'aide humanitaire d'urgence mais bien dans une situation de développement durable".

Le *Lebanese Center for Policy Studies* précise de surcroît que les populations autochtones sont parfois dans une situation pire que celle des réfugiés.⁸ Nous remarquons d'ailleurs que les classifications de pays en développement ne correspondent pas à la réalité de ce terrain-là. Ou du moins, elles ne semblent pas refléter les énormes disparités entre régions et communautés comme au Liban, ni prendre en compte la présence massive de réfugiés. Le Dr. Mohanna témoigna aussi en 2012 que *"les ONG du Nord fournissent souvent des services mais sont rarement partenaires. Elles ne font pas confiance aux ONG locales et prétendent détenir la vérité ; elles sont technicistes et imposent des méthodes et méthodologies d'actions complexes sans pour autant être efficace ; elles dépensent des ressources faramineuses, plus pour des coûts administratifs et logistiques que pour le développement ou l'aide d'urgence. Il est urgent que les ONG et la société civile du Sud et du Nord se mobilisent et développent un dialogue pour construire ensemble des relations équitables et efficaces et prendre conjointement les décisions appropriées pour rendre à l'homme son humanité et lui reconnaître ses droits de vie dans la dignité et la décence."*

La société civile libanaise est très active et les ONG sont nombreuses. Par contre, le morcellement des communautés confessionnelles exacerbé par les politiciens, la conjonction d'intérêts politiques avec les affaires, la corruption et le manque d'éthique des élites, la croissance importante de pseudo ONG mises en place par les politiciens pour servir leurs intérêts et dévier une partie de l'argent international, le business de l'aide internationale, la tendance générale vers une forme de néo-colonialisme humanitaire, tous ces éléments parmi d'autres font qu'il est difficile, avec les critères rigoureux attendus de la part de nos bailleurs de fonds, de trouver des partenaires correspondants à

⁵ Selon le ministre du tourisme, la présence massive des réfugiés est une bombe à retardement pour le pays. <http://www.lefigaro.fr/international/2015/10/18/01003-20151018ARTFIG00046-les-refugies-syriens-sont-une-bombe-a-retardement-pour-le-liban.php>

⁶ Le Liban n'a pas signé la Convention de Genève sur les réfugiés.

⁷ https://www.wikiwand.com/fr/Kamel_Mohanna

⁸ "The Repercussions of the Syrian Refugee Crisis on Lebanon: The Challenges of Providing Services and Creating Jobs." The Lebanese Center for Policy Studies. January 2016. Roundtable report series." Page 6: "Since the condition of Lebanese host communities, in some cases, was worse off than the condition of Syrian refugees, it was imperative to provide support to the Lebanese as well. After a long discussion with various international organizations, it was agreed that donor money would focus more on development as opposed to humanitarian aid."

nos exigences. La responsabilisation, la transparence et la bonne gouvernance sont un défi. Mais, à Ushagram, nous avons déjà été confrontés à cela en Inde, pays qui a son lot important de problèmes. L'expérience de l'Inde nous est d'ailleurs d'un précieux secours dans l'évaluation des organisations et des projets au Liban.

2. La situation des réfugiés syriens

Selon le fondateur de l'association Amel (une des plus grandes associations civiles laïques du pays) : *"Les réfugiés subissent un appauvrissement constant au Liban depuis le début de la crise puisque 70 % vivent sous le seuil de pauvreté et 90 % se sont endettés un niveau moyen de 850 \$ par foyer pour couvrir leurs besoins de base. (...) Aux réfugiés présents sur le territoire s'ajoute plus d'1,5 million de Libanais vulnérables vivant sous le seuil de pauvreté ainsi que 400 000 réfugiés palestiniens et 45 000 réfugiés palestiniens de Syrie. (...) 90 % des palestiniens du Liban vivent sous le seuil de pauvreté et 98 % d'entre eux dépendent de l'aide financière fournies par l'UNRWA⁹. Au total ce sont 3,3 millions de personnes qui au Liban requièrent une assistance humanitaire. (...) Pour l'année scolaire 2015-2016, seulement 155 095 enfants réfugiés syriens ont été inscrits dans un cadre d'éducation formelle, excluant 59 % de cette population (environ 400 000 enfants). Il y a donc un risque grandissant de créer une génération perdue d'autant que le taux de natalité des populations réfugiées demeure conséquent. (...) 34 % des jeunes libanais étaient au chômage avant la crise en Syrie en 2011, alors que la majorité des jeunes réfugiés syriens (incluant 86 % de jeunes femmes) n'ont pas accès à l'emploi. (...) Les organisations locales sont la plupart du temps sous financées alors même qu'elles sont les plus efficaces pour apporter une assistance humanitaire de terrain correspondant aux besoins réels des populations affectées par les crises. Ainsi, d'après une étude du Guardian, moins de 2 % des fonds humanitaires vont directement aux ONG locales."*

Sept ans après le début de la crise, les réfugiés syriens vivant au Liban ont de plus en plus de difficultés économiques, financières ou sociales. Un grand nombre d'entre eux vivent dans des logements de qualité inférieure comme des garages, des entrepôts, des tentes, des bâtiments inachevés ou des refuges pour animaux. Ils sont de plus en plus nombreux à ne pas disposer des papiers

adéquats, ce qui réduit leur liberté de circulation et l'accès aux services de base, et les expose à de plus grands risques de harcèlement et d'exploitation. Ils sont également confrontés à de sérieuses restrictions en matière de soins de santé et doivent payer eux-mêmes leurs vivres, loyer, vêtements, médicaments et autres produits de première nécessité. Selon une nouvelle enquête réalisée par le HCR, l'UNICEF et le PAM, plus de la moitié des réfugiés syriens (58%) vivent dans une pauvreté extrême, avec moins de 2,87 dollars par personne par jour, et plus des trois quarts (76%) vivent sous le seuil général de pauvreté, avec moins de 3,84 dollars par jour. Ceci, sachant que le coût de la vie au Liban ne serait que de 50% inférieur à celui de la Suisse. Ces nombres ne cessent d'augmenter et dressent un tableau alarmant de la vulnérabilité croissante dans laquelle ils se trouvent.

Les réfugiés n'ont le droit de travailler que dans trois domaines : les ordures, l'agriculture et la restauration. Dans la réalité le travail illégal existe dans tous les domaines. De nombreux libanais se retrouvent donc sans travail du fait de la pression exercée sur les salaires et les conditions de travail, les réfugiés acceptant volontiers des conditions considérées comme inacceptables par les libanais.

Lors de nos diverses visites de terrain dans les campements, et au gré des réseautages, des rencontres avec divers interlocuteurs, nous avons acquis une meilleure connaissance des besoins réels et des conditions et contraintes propres au pays. Nous avons donc compris que l'injection massive de fonds et l'interventionnisme international unilatéral ne suffisent pas pour une aide juste et efficace aux réfugiés. Il est aussi primordial que soient mis en place des projets de collaboration avec des ONG locales, bénéficiant de leur savoir-faire et incluant les populations du pays d'accueil au développement.

3. La situation des campements

Du fait de l'interdiction d'établir des camps officiels, les réfugiés sont répartis en multiples campements informels, souvent installés sur des terrains loués à des propriétaires locaux et constitués au maximum de quelques dizaines de familles (une centaine pour les plus grands). La frontière avec la Syrie est officiellement fermée depuis janvier 2015, mais il est en pratique toujours possible de pénétrer dans

⁹ L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA - United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the

Near East) – agence pour laquelle les USA ont réduit son budget de moitié.

le pays par des réseaux de passeurs - ce qui aggrave la situation financière des réfugiés. Selon nos sources, il faut entre 600 et 800 USD pour payer un passeur. D'ailleurs, lors de notre visite en janvier 2018, une famille de 12 personnes tentant de franchir le col à pied a été retrouvée morte gelée, piégée par la neige. Ceux qui en ont les moyens commencent souvent par louer des appartements puis finissent par rejoindre des abris dans les campements lorsque leurs fonds sont épuisés.

La situation improvisée et informelle des campements et des abris rend beaucoup plus difficile l'accès à l'eau, à l'électricité, à l'assainissement, à la santé et à l'éducation. Plus on s'éloigne de la capitale, on s'approche de la frontière syrienne, voire qu'on s'enfonce vers l'extrémité Nord du pays, plus les conditions de vie des réfugiés sont difficiles : emplacements au milieu de nulle part, abris rudimentaires (il ne s'agit clairement pas de tentes !), protections dérisoires aux aléas climatiques, quasiment pas d'équipement de literie, vêtements inadaptés au climat, manque d'accès à la vie sociale, activités inexistantes. Quasiment tous les campements sont équipés en citernes d'eau et en toilettes provisoires. Mais la qualité de l'eau n'est pas vérifiée et certains réfugiés se plaignent de maladies.

Les enfants qui le peuvent - selon leur emplacement géographique - peuvent intégrer les écoles locales, dans la mesure où le ratio de deux Libanais pour un syrien est respecté. Les écoles publiques du pays se sont adaptées à la nouvelle donne : le matin dès 7h30, les cours sont consacrés aux libanais et l'après-midi aux syriens. La population des femmes réfugiées est plus importante mais leur condition de *femmes* est telle qu'elles ne peuvent pas se faire entendre ni se faire respecter comme elles le devraient. La plupart des jeunes enfants n'ont rien connu d'autre que l'environnement des campements. La natalité est très élevée. Le taux de fécondité en Syrie était de cinq à six enfants par femme avant la guerre et est plus important depuis. Les mariages précoces sont fréquents, en partie pour protéger la probité des jeunes filles. Des parents craignent également que leurs enfants se trouvent enrôlés dans les combats, dans un camp ou l'autre.

Certains réfugiés ont probablement participé au conflit auprès de telle ou telle faction et craignent le retour au pays. D'autres, ouvertement "anti-régime", craignent les représailles au retour. Les infrastructures de la Syrie ayant été majoritairement détruites, le retour fait également hésiter. Parfois leurs maisons ont été détruites, leurs biens volés, ou leurs conjoints assassinés ou morts au combat. Enfin s'ils repartent chez eux, ils

perdent leur statut de réfugié, avec ses avantages. Le *Lebanese Center for Policy Studies*, dans son étude sur les répercussions de la crise des réfugiés syriens au Liban mentionne que selon diverses études, les déplacés dûs à la guerre ne retournent chez eux que dans un cycle de 7 à 10 ans après la fin d'un conflit.

Selon certains observateurs, un processus de radicalisation s'est mis en place à partir des camps et certains hommes peuvent se trouver récupérés par des groupes terroristes. En 2017, l'armée libanaise, en collaboration avec la milice du Hezbollah, a nettoyé, lors de diverses opérations, les zones que *Daesh* avait infiltré.

III. Nos partenaires locaux

En janvier 2017, nous avons rencontré les responsables de l'association *Amel* (40 ans d'action) et de l'association *arcenciel* (30 ans d'action). Ces deux grandes organisations de la société civile libanaise, ont des centaines de bénévoles et de salariés locaux, une dizaine d'antennes, des dizaines de projets de diverses envergures, des parrainages avec des institutions internationales. **Pour assurer leur fonctionnement, elles ont également besoin de partenariats pérennes avec d'autres ONG plus modestes, tant locales qu'étrangères.** Elles fonctionnent selon des standards internationaux. Avec elles, Ushagram aura alors à faire à des interlocuteurs ayant une parfaite connaissance à la fois du terrain et des besoins des bailleurs occidentaux et nous parlerons le même "langage". Nous pourrons donc compter sur elles afin de mener à bien ces projets en partenariat. Ceci nous permettra de libérer du temps pour nous focaliser sur une recherche de fonds plus efficace.

Nous avons visité leurs sièges à Beyrouth ainsi que certains de leurs centres d'activités sur le terrain. Nous avons parlé à leurs dirigeants et nous sommes entretenus avec certains de leurs collaborateurs-clé. Ces organisations sont laïques, dynamiques, professionnelles, bien structurées. Leur vision s'intègre dans une perspective de développement durable. Leur action supplée à l'intervention de l'Etat auprès de la société libanaise en intégrant toutes les communautés religieuses ainsi que les différentes nationalités, quelles que soient les raisons de leur présence sur le territoire libanais.

Dans ce contexte et suite à nos différents entretiens, nous avons convenu des partenariats pour des projets spécifiques correspondant à la fois aux critères de nos donateurs, à nos souhaits

d'action¹⁰ ainsi qu'aux besoins qu'elles ont identifiés sur le terrain. **Les fonds octroyés par nos donateurs seront consacrés exclusivement à nos projets.** Ces projets pour lesquels nous seront en partenariat représenteront une valeur ajoutée à leur éventail existant d'actions. Nous bénéficierons de leur soutien pour la gestion de projet et la logistique, l'accès aux camps étant règlementé¹¹.

1. L'association "arcenciel"

*arcenciel*¹² a débuté pendant la guerre civile avec de jeunes scouts qui se sont organisés en association pour agir auprès des blessés. Initialement organisée à la manière d'une ONG classique, l'organisation s'est ensuite restructurée suivant les critères d'une entreprise sociale sans but lucratif. Leur principale action consiste à soutenir les populations dans le domaine social, à œuvrer à l'intégration sociale de prisonniers, de drogués et de personnes handicapées en collaborant et en suppléant l'Etat dans cette activité. Concrètement, les bénéficiaires de l'aide qui sont des personnes handicapées ou en difficulté sociale, sont eux-mêmes intégrés à la structure et travaillent pour d'autres bénéficiaires extérieurs, créant ainsi une dynamique de réinsertion.

Le budget de l'association est conséquent. 70% de leurs revenus provient des services fournis par leur propre activité, générée par les bénéficiaires eux-mêmes (production de fauteuils roulants, déambulateurs, cannes, etc.). 30% de leur budget sont liés à des projets réalisés avec des partenaires externes (d'autres ONG) - les projets ayant chacun un budget indépendant. Ce type de structure, tout en ayant la capacité de mettre en place de gros projets, a besoin de la pérennisation de partenariats plus modestes. Car c'est dans la multiplication de petits projets visant à l'autonomisation et à l'indépendance que l'existence d'*arcenciel* est assurée et, de ce fait, son service à la population locale. Son expérience nous permet de bien cibler les bénéficiaires, de bien adapter l'action et ainsi d'être assuré d'un résultat utile et vérifiable.

2. L'association "Amel international"

Amel a été fondée par le Dr Kamel Mohanna, acteur social libanais de renommée internationale. D'origine chiite, communiste dans sa jeunesse, il se lia d'amitié avec Bernard Kouchner lors de ses études à Paris. Pédiatre à l'origine, c'est autour de la santé que gravita l'activité principale de l'ONG. Selon Amel, les collaborations avec des organisations externes étaient importantes pour eux et a émis l'intérêt d'un partenariat dans la durée.

Compte tenu du caractère bénévole de notre travail associatif, en marge de notre activité professionnelle, et vu nos ressources limitées nous n'avons pas encore donné suite à une collaboration avec Amel afin de ne pas nous disperser. Nous restons toutefois en contact.

3. Perspectives de durabilité

Grâce à l'expérience de ces ONG locales et avec le soutien des populations bénéficiaires dans l'objectif d'un développement durable, nous pourrions envisager dans un futur hypothétique de continuer notre travail en Syrie et d'intégrer les bénéficiaires actuels dans l'action quand la guerre sera terminée et qu'ils retourneront chez eux, ce qui est le souhait de la majeure partie d'entre eux. Pourtant, le *Lebanese Center for Policy Studies*, dans son étude sur les répercussions de la crise des réfugiés syriens au Liban mentionne que les déplacés dûs à la guerre ne retournent chez eux que dans un cycle de 7 à 10 ans après la fin d'un conflit. Malheureusement, ceci laisse envisager quelques années d'action dans ce pays d'accueil.

Février 2018
Jacques Albohair
Directeur exécutif, Ushagram Suisse

CP 138, 1211 Genève 12
Tél. 078 600 60 34, info@ushagram-suisse.org
<http://fundraising.ushagram-suisse.org/>

¹⁰ Ces décisions ont été étudiées en réunion de Comité le 8 février 2017 et le 8 février 2018 à Genève et ont été avalisées. Les PV sont publiés en ligne sur le site de l'association.

¹¹ Lorsque les ONG ont commencé à se concurrencer les unes les autres dans leur précipitation à entrer dans les camps, le

Gouvernement a décidé qu'aucune organisation ne serait autorisée à opérer dans les camps avant de se manifester auprès des municipalités. Ces dernières décident des autorisations d'accès à octroyer et pour quels motifs.

¹² <http://www.arcenciel.org/fr/>